

REFRACCIÓN LINGÜÍSTICA MATERIALISTA
REVISTA SOBRE **RACCIÓN**

La transformation des (im)possibles

À propos de la dimension sémantique de la conflictualité politique

Introduction

Collectif Programma

La transformation des (im)possibles

À propos de la dimension sémantique de la conflictualité politique

Introduction

Collectif Programma

Ce texte est le fruit d'une collaboration entre divers membres du Collectif Programma :

Z. Camus, T. Corler, P. Garaventa, D. González, A. Lescano, M. Liisberg,

A. Magalhães Pereira da Silva, F. Morales, J. Tournaire.

Ce numéro de *Refracción* présente un état du développement du Programme des programmes (dont les bases ont notamment été présentées dans Camus, 2020 ; Camus & Lescano, 2021 ; Lescano, 2017, 2021), qui se donne pour objectif principal de décrire la dimension sémantique de ce qui reçoit souvent le nom de « conflits sociaux », et des assemblées internes à des organisations ou mouvements politiques. Le but du Collectif Programma, auquel a été confié ce volume, est de poursuivre le développement conceptuel de cette approche, à partir de sa mise en confrontation avec de nouvelles situations politiques ancrées dans différents contextes socio-historiques, dans un dialogue interdisciplinaire.

On peut dire que ce qui unit ce collectif est la constatation d'une certaine lacune dans les sciences du langage qui s'occupent du sens aussi bien que dans les sciences sociales, lorsqu'elles étudient la conflictualité sociale : les unes se concentrent sur les matérialités linguistiques et les autres sur les pratiques et relations sociales ; toutes deux négligent le rôle de la sémantique. Ce diagnostic, sorte d'image en miroir de celui que Fairclough (1992) établit par rapport à l'étude des pratiques discursives, constitue le point de départ de la présente proposition de description de la dimension sémantique de la conflictualité politique.

L'introduction de ce volume présente la perspective générale et les concepts mobilisés par les différents articles qui composent ce numéro. Les contributions individuelles qui forment ce dossier thématique (de Z. Camus, P. Garaventa, A. Lescano, F. Morales y J. Tournaire) aspirent à illustrer l'état actuel de cette proposition théorique, à donner une nouvelle lisibilité à des aspects spécifiques de certains mouvements, conflits sociaux ou assemblées citoyennes politiques, et à ouvrir de nouveaux questionnements.

Depuis le 22 novembre 2021, date de l'annonce de la fermeture de leur usine, les ouvriers de la Société Aveyronnaise de Métallurgie (SAM), qui construit des carters de moteurs Renault, occupent les lieux, réclamant le « droit de vivre et de travailler au pays »¹. En effet, Renault recourt de plus en plus fréquemment à des fournisseurs de pays étrangers pour la construction des pièces nécessaires à ses moteurs. Les ouvriers de la SAM tentent de maintenir leur présence jusqu'à la reprise de l'usine par un nouvel investisseur et espèrent sauvegarder les 333 emplois supprimés à l'annonce de la liquidation de l'entreprise. Suite à l'avis d'expulsion reçu de la part du Tribunal, l'Assemblée générale des travailleurs a décidé, par un vote, de poursuivre l'occupation. Ils demandent la garantie que les machines seront protégées, qu'elles ne seront pas vendues, que les installations seront entretenues. Dans ce conflit, ce qui est en jeu, ce n'est pas seulement le renvoi des ouvriers et les conditions de ces licenciements, mais aussi la préservation des outils de travail pour rendre possible une reprise effective de l'usine sous la direction d'un nouveau propriétaire. La vente des machines rendrait impossible toute réouverture et condamnerait définitivement le futur des 333 ouvriers métallurgistes. Les différentes interventions des participants de l'Assemblée générale dans laquelle il a été décidé de poursuivre l'occupation ont ainsi ouvert la possibilité, non

¹ « Nous ne demandons pas la lune, seulement le droit de vivre et travailler au pays » attribué à l'un des ouvriers de l'usine (sans identification) dans « Décazeville. Vivre et travailler au pays, est-ce trop demander ? », La Dépêche, 30 avril 2014.

seulement de continuer à occuper le parc industriel de la SAM et de continuer les actions de lutte, mais aussi de s'orienter vers la réouverture de l'usine et la continuité de l'emploi.

En 2016, dans le contexte de l'opposition au projet de loi de réforme du Code du travail français, a émergé, sur les places publiques de dizaines de villes, le mouvement « Nuit debout ». Chaque soir se sont organisées des assemblées générales. En plein mouvement d'opposition sociale, le Premier ministre recourt à l'article 49.3 de la Constitution qui lui permet d'adopter la réforme du Code du travail, sans passer par l'approbation des députés ou des sénateurs. Il justifie sa décision de la manière suivante :

Nous le faisons car nous avons la conviction que ce projet agit pour l'emploi durable, pour faire entrer sur le marché du travail celles et ceux qui en sont exclus et pour que, notamment, nos petites entreprises puissent embaucher.

(M. Valls, 10 mai 2016, cité dans « France : le gouvernement passe en force pour faire adopter la loi travail », Euronews)

L'assemblée générale de Nuit debout rédige alors une lettre ouverte à P. Gattaz, président de la puissante organisation patronale MEDEF (Mouvement des entreprises de France), pour l'inviter à participer à une assemblée de « séparation du MEDEF et de l'État » qui se tiendra devant chez lui, en présence de « plusieurs représentants de communautés affectées par le Medef ». La raison de cette invitation est expliquée ainsi :

[...] il nous semble juste que vous puissiez leur expliquer les raisons des sévices que vous leur faites subir.

(Lettre ouverte à P. Gattaz, Nuit Debout, 2016, *Les textes*, choisis et présentés par Patrick Farbiaz, Les petits matins, Paris, p. 60)

D'un côté, le décret rend caduques les débats relatifs au projet de loi et ouvre la possibilité de l'application effective des dispositions contenues dans la nouvelle version du Code du travail. D'un autre côté, l'assemblée au cours de laquelle se discute la relation entre le MEDEF et l'État fait surgir la possibilité de la rédaction d'un texte collectif signé « Nuit debout », et la possibilité d'aller effectivement devant chez P. Gattaz pour mener l'assemblée de « séparation du MEDEF et de l'État ». Elle a aussi fait surgir la possibilité de mettre P. Gattaz dans la position inconfortable d'avoir à refuser la discussion ou de se retrouver face à ses opposants politiques. Plus encore, après la diffusion de la lettre ouverte, l'institution MEDEF se trouve liée, par des liens antagoniques, au

mouvement social en cours qui s'oppose à son ingérence dans la chose publique, et qui vise à limiter, de ce fait, sa capacité d'action.

La SAM et Nuit debout, malgré la différence de leurs enjeux, partagent l'essentiel : il y a quelque chose que ceux qui sont impliqués dans la situation politique tentent d'obtenir et quelque chose qu'ils risquent de perdre. Ce qui est en jeu dans ces situations sont les actions que les différents groupes concernés pourront faire. Notre thèse est que ces problèmes se structurent et évoluent dans un plan sémantique ; pour donner une certaine lisibilité à la conflictualité politique, il devient alors nécessaire d'étudier les propriétés, les composants, les lois qui régissent le fonctionnement de sa dimension sémantique. C'est l'objectif du programme de recherche ici exposé.

Présenté de cette manière, notre objectif peut sembler se confondre avec celui de nombreux travaux situés dans les différents cadres de « l'analyse du discours », mais notre objet d'étude ne se laisse pas assimiler au leur. Tel serait le cas si nous nous attachions à étudier les relations entre les matérialités discursives et leurs conditions de production et de réception, si nous analysons les évolutions des pratiques discursives, les genres textuels utilisés, les matérialités linguistiques les plus fréquentes dans un corpus spécifique, la construction discursive des subjectivités. Mais la voie que nous adoptons est différente : il s'agit d'essayer de déterminer les zones de convergence et de divergence dans lesquelles se structurent les positionnements antagoniques, les réseaux de relations mouvantes entre les collectifs en lutte, les rapports entre sens et action. Plutôt que les interventions discursives elles-mêmes, notre objet concerne les configurations abstraites qui, à la fois, conditionnent et subissent les effets des interventions discursives. Nous pensons qu'il est nécessaire d'aborder dans sa spécificité ce plan de la conflictualité sociale, qui est, selon nous, de nature sémantique. Nous supposons donc désormais que les manifestations, les occupations de lieux publics, la signature de pétitions, la création d'associations et de sites internet, les graffitis dans la rue, les messages sur les réseaux sociaux, les réunions internes à différents mouvements, bref les interventions qui ont lieu dans les situations politiques, produisent des effets sur des schémas sémantiques qui déterminent la disponibilité des actions pour différents groupes sociaux ; toutes ces activités *travaillent* des entités de nature sémantique.

En pleine progression de la pandémie, Bolsonaro déclare :

Algumas poucas autoridades estaduais e municipais devem abandonar o conceito de terra arrasada, a proibição de transportes, o fechamento de comércio e o confinamento em massa. [...] 90% de nós não teremos qualquer manifestação, caso se contamine.

Certaines autorités étatiques ou municipales doivent abandonner le concept de la terre brûlée, l'interdiction des transports, la fermeture de commerces et le confinement de masse [...] 90% d'entre nous n'aura aucun symptôme s'il est contaminé.

(Discours de Jair Bolsonaro, 24 mars 2020, disponible sur la chaîne officielle de la présidence brésilienne sur Youtube : https://youtu.be/Vl_DYb-XaAE)

En prononçant ces mots, Bolsonaro tente de rendre possible l'absence de mesure drastique contre la propagation du virus, tandis que d'autres intervenants tentent de rendre évidente la nécessité d'un confinement généralisé. La *Folha de São Paulo*, l'un des organes de presse les plus lus du Brésil, titrait dix jours plus tôt :

Contra epidemia de coronavírus, Brasil precisa parar, afirmam especialistas

Contre l'épidémie de coronavirus, le Brésil doit s'arrêter, affirment les spécialistes

(*Folha de São Paulo*, le 14 mars 2020).

Ce ne sont là que deux des multiples interventions discursives qui ont tenté, au Brésil, de rendre possible ou impossible le confinement comme mesure sanitaire. L'existence du confinement est faite en partie d'une multiplicité de schémas sémantiques comme, par exemple, celui selon lequel *parce qu'il y a une pandémie il est recommandé d'éviter au maximum le contact social*, promu par l'opposition à Bolsonaro, ou celui selon lequel *parce que le virus de Covid19 ne revêt aucune gravité, aucune mesure spécifique ne doit être prise*, dans lequel on reconnaît la position du président brésilien (on peut voir, à ce propos, Magalhães Pereira da Silva, 2022).

Cette conception de la dimension sémantique de la conflictualité sociale s'oppose à l'idée courante selon laquelle ce qui est en jeu dans les luttes politiques tient à une résolution ou à une sortie du conflit qui surgit entre des conceptions antagoniques du monde. Il apparaît, dans les cas que nous étudions, que dans les processus conflictuels, certains groupes sociaux travaillent à rendre possibles ou impossibles certaines pratiques ou actions concrètes, tandis que d'autres tentent de freiner ces transformations. Ce qui est en jeu, c'est toujours la transformation des (im)possibles.

Cela apparaît clairement dans la théorie des puissances d’agir de Spinoza, qui est à la base de la proposition que nous développons. Pour Spinoza, tout ce qui existe et, en particulier, tout ce qui existe dans le monde social est fait de relations entre des complexes de puissances d’agir². Dans cette optique, un groupe social est essentiellement les actions qu’il est capable de réaliser, sa puissance d’agir collective, et cette puissance d’agir est affectée positivement ou négativement par d’autres puissances d’agir. La puissance d’agir du patron qui souhaite licencier massivement les travailleurs de la SAM est freinée par les travailleurs eux-mêmes, et la puissance d’agir de ces travailleurs en lutte est menacée par la Justice, lorsque celle-ci décide de l’expulsion des ouvriers qui occupent l’usine. Nous pensons que l’existence sémantique des groupes sociaux est faite de puissances d’agir discursives et non discursives.

Cette centralité de l’action est reprise par Althusser – peut-être inspiré par Spinoza, dont il reconnaît l’influence sur son travail – pour qui les idéologies n’existent pas sous la forme « d’idées » dans « l’esprit », mais sous la forme « d’actes régulés par des rituels » (1972 : 44). Sans entrer dans les détails de cette formulation, on comprend qu’il s’agit de déplacer le problème de l’idéologique depuis le plan des idées vers le plan des actions matérielles. Notre programme de recherche, de ce point de vue, malgré les limitations que contient sur d’autres aspects la théorie d’Althusser³, adopte cette position anti-idéaliste.

Pêcheux (1975) propose une formulation sémantico-discursive de la théorie d’Althusser, par l’étude de la manière dont l’idéologique se cristallise dans les possibilités sémantiques ouvertes, à un moment donné et dans un certain domaine, pour la production d’énoncés⁴. Les espaces dans lesquels se forment ces possibilités de sens sont baptisées par Pêcheux des *formations discursives*. Pêcheux, suivant en cela Althusser, considère ces formations discursives comme une étape dans la constitution des formes de subjectivité disponibles. En revanche, l’étude de la dimension sémantique de la conflictualité sociale, telle que les travaux qui sont ici présentés la développent, observe la relation entre le sémantique et les possibilités d’actions discursives et non discursives dans leurs différents degrés de disponibilité, changeant ainsi l’objet de la description : il ne s’agit plus d’étudier les formes discursives et leurs manières d’intégrer ou de rejeter les subjectivités

² Voir en particulier l’*Éthique* et le *Traité politique*.

³ La contribution de Lescano à ce volume aborde certains de ces éléments.

⁴ Il s’agit plus spécifiquement d’énoncés qui surgissent relativement à ce qu’Althusser (1972) appelle un Appareil Idéologique de l’État.

disponibles, mais d'établir les mouvements internes à un plan de nature sémantique appréhendé comme espace de formation de puissances d'agir.

1. Conflits sociaux et assemblées citoyennes politiques

Nous partons de l'hypothèse que, malgré la diversité des situations observées (qui vont des conflits autour de la légitimité d'un résultat électoral aux conflits qui surgissent à partir de l'opposition à un projet d'infrastructure, d'assemblées de partis politiques aux conflits sociaux pris dans la globalité de leur évolution), malgré leur ancrage dans différents pays d'Amérique Latine ou d'Europe, toutes partagent les principes qui guident le fonctionnement de leur dimension sémantique.

Parmi les cas traités dans cette perspective se trouvent les conflits qui mobilisent des groupes sociaux antagoniques, par exemple lorsqu'un groupe social réclame la reconnaissance de certains droits, comme dans le cas du mariage entre personnes de même sexe ou les différents conflits autour de la légalisation de l'avortement ; ou bien les luttes qui se déploient en opposition à la réalisation de projets d'infrastructure, comme le conflit autour de la construction d'un aéroport sur une zone agricole dans l'Ouest de la France (conflit qui occupe la contribution de Lescano dans ce volume). De même, notre approche étudie les mobilisations de travailleurs qui cherchent à empêcher des licenciements, comme dans le cas de la SAM, que nous avons évoqué, et des mobilisations sociales comme celle qu'a connue la France contre les réformes du Code du travail en 2016 (Camus, 2020) ou encore la révolte chilienne qui a mené à la réforme de la Constitution (le travail de Morales traite cette question dans ce numéro) ; notre approche étudie les conflits électoraux, dans lesquels le poids légitimant de l'État joue un rôle central (l'article de Garaventa, dans ce volume, analyse ce conflit). Enfin, nous nous attachons à rendre compte de l'invisibilisation de la conflictualité, par des procédés qui tentent de produire un terrain de neutralité conciliante (on pourra lire, dans ce volume, l'étude de Tournaire sur la construction de la pseudo-dépolitisation de l'urbanisme à Paris). Autrement dit, les thèses que nous abordons concernent, de manière très générale, des conflits d'une certaine durée, qui impliquent des relations antagoniques entre différents groupes sociaux.

La dimension sémantique de la conflictualité sociale est centrale, aussi bien dans l'évolution des conflits longs que dans la dynamique interne à un collectif politique (parti institutionnalisé ou mouvement social), que nous appelons *assemblées citoyennes politiques* (Camus, 2020). Dans ces assemblées, sont soumises à discussion les décisions à prendre, la ligne politique à adopter, les prochaines actions du collectif. Concrètement, ont été étudiées, dans cette perspective, les assemblées internes du mouvement français Nuit debout qui a eu lieu en 2016, les réunions des comités du parti politique français le Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA), les assemblées et réunions de travail du village de Marinaleda en Andalousie, gouverné de manière assembléaire (voir à ce propos l'article de Camus dans ce numéro). Dans ces situations, les participants partagent globalement le même objectif, il y a une certaine homogénéité d'action, mais les assemblées sont le lieu où se déploient les antagonismes internes.

Pour résumer, malgré l'hétérogénéité des situations observées, les cas que nous étudions nous semblent répondre aux mêmes principes de fonctionnement sémantique. Ce que nous tenterons de montrer peut être synthétisé en deux affirmations : les situations observées sont des luttes pour altérer la disponibilité, pour certains groupes sociaux, de certaines pratiques, de certaines actions ; ces luttes impliquent des mécanismes de nature sémantique.

2. Espaces sémantiques

Qu'entendons-nous par « sémantique » ? La sémantique est généralement définie comme l'étude de la signification des unités du lexique d'une langue ou des phrases qui peuvent être produites dans cette langue. Les différentes théories sémantiques tentent de conceptualiser, d'un côté, le type d'entité qu'on peut trouver dans la signification d'un mot, par exemple, un ensemble de traits différentiels (Greimas, 1966) ; un concept, ou la référence à un objet du monde (comme dans la logique des prédicats ou dans toute sémantique frégréenne⁵) ; un prototype (dans les travaux qui s'inspirent de Rosch, 1973), des contraintes portant sur l'élaboration du sens de l'énoncé (Ducrot, 1984) ; un ensemble de phrases possibles que contient ce mot (Anscombe, 2001)... et d'un autre côté, la nature et les moyens d'atteindre la signification des phrases, conçues comme conditions

⁵ Fregue (1896).

de vérité, comme une proposition, une description du monde, ou encore comme un ensemble d'instructions pour déterminer le sens communiqué... ces conceptions sont propres à chaque théorie sémantique.

Bien que l'enjeu, dans les situations conflictuelles politiques, ne soit pas la signification des mots ni des phrases, ces situations sont imprégnées d'une dimension sémantique, d'un espace de signification composé d'entités abstraites qui sont réalisées, en première instance, dans des énoncés. On pourrait penser que ces préoccupations appartiennent au domaine de la pragmatique. En effet, la pragmatique se consacre à la description des usages du langage et à l'influence du contexte sur la production du sens des énoncés (Morris, 1938). Dans ce domaine, il s'agit d'établir ce qu'un énoncé donne à entendre au-delà de ce qui apparaît dans la signification littérale de ses mots, par exemple l'apparition de sens implicites (Grice, 1979) ou la performativité du langage (Austin, 1962). Parce que toute situation politique implique effectivement le langage en usage, on pourrait supposer que ce que nous qualifions ici de *sémantique* est en réalité *pragmatique*. Cependant, ce que nous nous proposons d'étudier n'est pas le fonctionnement du langage, mais celui des espaces sociaux de signification qui précèdent chaque énoncé et qui demeurent après l'apparition de chaque énoncé. Si nous analysons des énoncés, c'est parce qu'ils nous permettent de faire des hypothèses sur ces espaces sémantiques, en constante évolution. Le sémantique est, bien entendu, inobservable. Autrement dit, l'objet de la pragmatique et le nôtre ne sont pas comparables.

Nous supposons que dans les épisodes sociaux⁶ observés, on peut distinguer deux dimensions qui entrent en relation : une *surface discursive*, faite de tout ce qui se dit et s'écrit dans cette situation, et un *espace sémantique*, configuration dans laquelle se déploient les entités significatives⁷. La surface discursive d'un conflit est composée des énoncés produits dans les événements discursifs qui surgissent au cours du conflit. La surface discursive d'une assemblée politique est le plan dans lequel apparaissent les énoncés produits par les participants de l'assemblée. L'espace sémantique de la situation contient des entités abstraites, plus précisément, des puissances d'agir (dont la nature sera explicitée dans un instant).

⁶ Dans le sens de *situations sociales* et non dans le sens dans lequel Van Dijk (2011) définit ce terme.

⁷ Ces concepts sont définis dans Lescano (2017) à partir d'une réinterprétation des catégories de Maingueneau (1983).

En observant une situation politique, on constate que les deux dimensions se conditionnent mutuellement. En premier lieu, il est possible d'établir que ce qui préexiste dans l'espace sémantique d'un conflit conditionne les discours effectifs qui s'y produisent. Lorsque Bolsonaro se prononce contre la nécessité d'un confinement des citoyens, les effets de son discours sont conditionnés par le fait que l'espace sémantique relatif à la conjoncture dans laquelle il intervient contient déjà des possibilités discursives relatives à la situation préoccupante d'autres pays : la récente décision de l'OMS d'attribuer à la circulation du virus le statut de « pandémie », les mesures d'isolement prises par beaucoup de gouvernements suite à la constatation de la gravité de la maladie provoquée par le virus et l'augmentation exponentielle des contagions... Ces éléments avaient déjà été installés dans l'espace sémantique de la gestion de la pandémie au Brésil au moment où Bolsonaro affirme dans son discours que le virus est sans gravité. La préexistence des éléments qui orientent les discours et les actions vers la prise de précautions fait que les affirmations de Bolsonaro sont hautement polémiques. Autrement dit, la configuration préexistante de l'espace sémantique dans lequel intervient Bolsonaro conditionne la capacité d'action de ce discours, qui ne parvient pas à s'imposer comme une manière de gérer la pandémie – de fait, dans beaucoup d'états, la population s'est confinée spontanément. Dans ce cas, les configurations sémantiques préalables freinent la capacité d'action du discours, mais une intervention discursive peut exploiter à sa faveur les conditionnements existants. Lorsque Renault décide d'arrêter de soutenir la SAM pour son « manque structurel de compétitivité »⁸ et de changer de fournisseur, il mobilise des schémas de signification déjà disponibles, qui font du « manque de compétitivité » d'une entreprise une raison suffisante pour qu'elle disparaisse.

En second lieu, il est possible d'établir que les discours conditionnent la configuration de l'espace sémantique. Les déclarations de Bolsonaro, en déclenchant une multiplicité de critiques, installent, malgré son haut degré de polémique, le schéma de signification qui fait du virus un problème sans gravité. De leur côté, les déclarations publiques des ouvriers et des représentants syndicaux parviennent à déployer dans l'espace sémantique de ce conflit la nécessité de trouver une solution pour les 333 ouvriers et freiner, au moins pour un temps, l'expulsion décidée par le Tribunal.

⁸ « [...] pour pallier une situation rendue difficile par l'absence structurelle de compétitivité ». Renault, Communiqué de presse, 23/11/21.

Les énoncés, depuis la surface discursive de la situation, donnent sa forme à l'espace sémantique, favorisant l'apparition de nouveaux schémas sémantiques et la transformation de ceux qui existent déjà. Ces entités sémantiques sont, de ce fait, externes aux discours qui apparaissent dans un conflit. En d'autres termes, chaque apparition d'un nouvel énoncé dans la surface discursive du conflit a un effet sur son espace sémantique, transformant ainsi sa constitution. Mais l'effet que produit un énoncé spécifique est lui aussi conditionné par la configuration de l'espace sémantique, au moment où cet énoncé est produit.

L'espace sémantique d'un conflit est une zone relativement autonome de l'espace socio-politique global propre à une conjoncture spécifique, dans une formation sociale donnée. Si on peut parler de « zone » ou « d'espace », c'est parce que les situations conflictuelles que nous analysons ont une certaine autonomie ; il s'agit d'une région identifiable du sociopolitique qui a une configuration et une évolution qui lui est propre. Néanmoins, compte tenu des liens qui s'établissent entre cet espace sémantique concret et d'autres, son autonomie est relative. Les frontières d'un espace sémantique sont poreuses. Le conflit relatif aux licenciements des ouvriers de la SAM contient des éléments sémantiques communs avec tous les conflits contemporains dans lesquels les employés d'une industrie s'organisent pour lutter contre un plan de licenciement (c'est le cas de dizaines d'industries françaises au moment de l'écriture de ce texte), et avec les conflits syndicaux qui ont laissé des traces dans la dimension sémantique de la formation sociale. Les schémas sémantiques mis en fonctionnement par l'État et par Renault, tout comme ceux qui en appellent à la nécessaire « compétitivité » de l'industrie ne naissent pas comme des schémas propres au conflit de la SAM, mais font partie de schémas de signification d'une solidité particulièrement forte dans cette conjoncture. La porosité des frontières d'un conflit comme celui qui oppose, depuis les années 90, les écologistes aux agriculteurs autour du retour du loup sur le territoire français est explicite. Ce conflit, (étudié dans Lescano, 2021) particulièrement long et intense, oppose, pour le dire schématiquement, les éleveurs de brebis, qui exigent l'autorisation de tuer des loups, et les associations écologistes qui réclament le respect de la législation qui protège cette espèce. Le conflit autour du loup se structure partiellement à partir d'éléments présents dans le conflit contemporain sur la réintroduction de l'ours dans les Pyrénées, et s'insère, de manière plus générale, dans la problématique générale de la disparition et de la protection des espèces, mais aussi des problèmes économiques qui affectent les activités agricoles françaises.

Non seulement les différents espaces sémantiques d'une conjoncture partagent des éléments, mais en plus ces connexions peuvent constituer un des moteurs principaux du conflit. C'est ce qui apparaît dans le cas de la révolte chilienne. Dans un premier moment, le conflit tourne autour d'un schéma sémantique qui montre l'augmentation du prix des transports publics comme l'une des causes de la précarité de la vie. Mais rapidement, alors que le gouvernement tente de criminaliser la révolte, le mouvement de contestation évolue et se concentre sur des schémas provenant d'autres espaces sémantiques, comme ceux qui sont relatifs à la sécurité publique. Ce conflit révèle que les frontières d'un espace sémantique concret peuvent être l'objet des luttes qui le configurent. Dans ce cas, les manifestations étudiantes contre l'augmentation du prix des transports ont fini par mettre en échec le modèle politique et économique hérité du gouvernement pinochiste, conduisant ainsi à un changement de Constitution.

Ces propriétés des espaces sémantiques des conflits sociaux sont les mêmes dans les espaces sémantiques des assemblées citoyennes politiques. Les interventions discursives qui ont lieu dans une assemblée déclenchent des effets dans un espace sémantique propre à une assemblée. Mais les éléments de cet espace sémantique proviennent souvent de l'extérieur de l'assemblée elle-même. Par exemple, dans une assemblée du Nouveau Parti Anticapitaliste, l'un des militants propose une plateforme locale, affichant ainsi sa propre sensibilité politique, et accuse le NPA de se transformer en un parti « de type Lutte Ouvrière » :

Il est hors de question, en tout cas pour moi, pour beaucoup d'autres, de participer, d'être dans un parti qui ressemblerait, serait un peu, ou même beaucoup trop de style LO. Donc voilà, là, ma déception, elle est assez énorme.

(Assemblée des comités « 92-Sud » du 16 mars 2016)

Dans l'espace sémantique général du NPA, « Lutte Ouvrière » est le nom d'un parti qui, comme le NPA, se réclame de la IV^e Internationale, mais que le NPA accuse, entre autres choses, de sectarisme, c'est-à-dire de n'établir aucun dialogue et encore moins d'alliance avec d'autres partis présentant des projets politiques plus ou moins convergents. L'accusation de ce militant fait émerger, dans l'espace sémantique de l'assemblée, des schémas qui se trouvent déjà en fonctionnement dans l'espace sémantique général du NPA, dans lequel s'articule l'existence sémantique de Lutte Ouvrière à une ligne politique à ne pas reproduire. Cela est rendu possible parce que les frontières de l'espace sémantique d'une assemblée ne sont pas hermétiques.

Ce qui a lieu dans l'espace sémantique d'une assemblée ponctuelle, les antagonismes qui s'y développent, les schémas sémantiques qui s'y installent parviennent bien souvent à traverser les limites de l'assemblée, jusqu'à parvenir à se rendre visibles dans l'espace public et à s'insérer dans l'espace politique général. Une question à laquelle il nous faudra répondre consiste à se demander comment fonctionnent ces vases communicants.

3. Programmes

Nous venons de voir, de manière résumée, que les situations politiques que nous observons ont une dimension discursive et une dimension sémantique, que les énoncés qui surgissent dans la surface discursive ont des effets dans l'espace sémantique où évolue ce qu'il est possible de dire et de faire pour des groupes sociaux impliqués dans cette situation, formant ainsi un terrain antagonique, instable et relativement autonome composé de puissances d'agir. Ces puissances d'agir existent sous la forme d'entités sémantiques que nous appelons des *programmes* (Camus & Lescano, 2021).

Les énoncés par lesquels on intervient dans une assemblée ou dans un conflit social réalisent des programmes dans le plan de la surface discursive et produisent, en retour, des effets sur les programmes de l'espace sémantique de la situation ; cela est concomitant à ce qui est en jeu dans ces situations : la transformation ou le maintien des actions disponibles.

Les programmes sont donc des puissances d'agir, d'un agir discursif ou non⁹. Nous caractériserons d'abord leur aspect discursif, pour aborder ensuite la dimension non discursive des programmes. Les programmes, en tant que puissances discursives, contiennent un noyau sémantique, qui est un schéma à partir duquel se produisent les discours. Par exemple, dans un communiqué de presse d'un groupement de syndicats d'éleveurs qui s'opposent à la présence du loup sur le territoire français, on peut lire ceci :

Face à l'expansion continue du territoire du loup, à la multiplication du nombre d'attaques et de victimes dans toute la France, à l'inefficacité des mesures de protection et de régulation de l'espèce mises en place par les services de l'État,

⁹ Ce qui distingue ces types d'actions est abordé, en partie, dans l'article de Lescano publié dans ce numéro.

nous profitons du Salon International de l'Agriculture pour exprimer notre impossibilité à continuer d'élever nos animaux dans cette situation.

(Communiqué de presse de la FNSEA, FNO, JA, FROSE, 21 février 2014).

Entre tous les programmes à partir desquels ce fragment de texte est produit, il y en a au moins un qui schématise l'expansion territoriale du loup comme rendant impossible aux éleveurs de poursuivre leur activité. Le schéma sémantique d'un programme autorise de ce fait un certain type d'énoncés.

À partir de la proposition de Carel (2011), nous supposons qu'il y a deux grands types de schémas sémantiques. Le premier type est mobilisé par des discours qui admettent des paraphrases montrant un mouvement qui va d'une cause à une conséquence, ou faisant d'un élément un facteur qui favorise ou empêche l'apparition d'un effet, c'est-à-dire qui produit ou bloque, rend possible ou impossible une situation. Dans le métalangage que nous adoptons, ce type de schéma est représenté par $[A \rightarrow B]$. Par exemple, nous dirons que dans le cas que nous venons de voir, le communiqué de presse des syndicats agricoles est produit (du moins en partie) à partir d'un schéma [le territoire du loup s'étend \rightarrow NEG il est possible de continuer à élever des animaux]. Nous utilisons « NEG » non seulement pour indiquer la présence d'une négation syntaxique dans les énoncés habilités par le schéma (comme la locution adverbiale *ne...pas*), mais aussi, plus généralement, pour signaler une négation sémantique, ou plus précisément l'inversion sémantique du segment précédé du NEG, supposant que *l'impossibilité d'élever du bétail* peut être considérée comme l'inverse sémantique de *la possibilité d'élever du bétail*, ou *l'expansion territoriale du loup* comme inverse de *la réduction du territoire du loup*, que l'on trouvera dans un schéma comme [NEG le territoire du loup s'étend \rightarrow il est possible de continuer à élever des animaux]. Ce fragment du communiqué peut recevoir, entre autres paraphrases possibles, celle-ci : *l'expansion du territoire du loup empêche que nous continuions à élever des animaux*. C'est pourquoi on peut dire qu'il est produit (partiellement) à partir d'un schéma [le territoire du loup s'étend \rightarrow NEG il est possible de continuer à élever des animaux]. Parce que ce programme a été installé dans l'espace sémantique du conflit du loup, il habilite la production de discours dans lesquels l'expansion du territoire du loup rend impossible de continuer à élever des animaux. C'est dans ce sens que nous disons qu'un programme définit une puissance discursive disponible (c'est-à-dire la possibilité de tenir un certain type de discours).

Un programme peut définir un second type de puissances discursives. Les discours qui les mobilisent peuvent recevoir des paraphrases dans lesquelles apparaît un obstacle à franchir pour parvenir à quelque chose, ou dans lesquels un événement se produit bien que quelque circonstance semble lui être défavorable. Par exemple, dans une réunion de travail de Marinaleda, une travailleuse se plaint que certaines personnes n'accomplissent pas la totalité de leur tour de travail :

Yo lo que no veo lógico es que empiece con una plantilla de veinte persona y que se queden diez personas. Eso es lo que no veo lógico.

Moi ce que je ne trouve pas logique, c'est qu'on commence avec une équipe de vingt personnes et qu'il reste dix personnes. C'est ça que je trouve pas logique.

(Marinaleda, réunion de travail de la Conserverie, 23 mars 2017)

Cet énoncé est produit à partir d'un schéma sémantique selon lequel il y a des gens qui, malgré leur inscription dans un groupe de travail, s'en vont. Nous notons les schémas de ce type de cette manière : [A → B]. Dans ce cas, on peut dire que l'énoncé est produit à partir d'un schéma [s'inscrire au travail → abandonner le travail], parce qu'il peut recevoir une paraphrase comme *il y a des personnes qui abandonnent le travail bien qu'elles s'y soient inscrites*.

Le programme est l'unité élémentaire des espaces sémantiques des situations politiques, ce qui signifie qu'un programme est toujours « situé ». Un programme existe toujours dans un conflit particulier et à un moment spécifique de l'évolution de cette situation, relié par des relations concrètes à d'autres programmes de la même situation (voir à ce propos le concept de « tension », que nous présenterons dans un instant). Un programme peut, en plus, être plus ou moins mobilisé et mobilisable, c'est-à-dire qu'un discours qui met en fonctionnement un programme peut être plus ou moins audible, plus ou moins polémique (voir plus bas les concepts de « productivité » et de « (dé)stabilisation »), sans qu'aucun de ces paramètres reste figé une fois pour toutes dans un programme donné. Dans la mesure où de nouveaux énoncés surgissent dans la surface discursive de la situation, les programmes de l'espace sémantique sont affectés de différentes manières et à de multiples reprises.

Comme nous l'avons dit, les programmes sont des puissances d'agir discursives mais aussi non discursives, en entendant par là qu'il y a des actions qui sont rendues disponibles sous la forme de programmes, mais qui ne se déploient pas nécessairement dans une matérialité linguistique. Par

exemple, dans une assemblée parisienne du mouvement français Nuit debout, mouvement construit dans des assemblées et par des assemblées, quelqu'un a dit :

Dans une demi-heure y a un débat, euh... présenté par Anne Hidalgo dans l'église Saint Eustache [...] Ça s'appelle « La nuit des débats » et ça fait exactement trois jours qu'on débat ici, mais bon... [...] C'est juste pour dire que ceux qui sont motivés pour aller voir Anne Hidalgo et veulent foutre un peu la merde dans cette réunion, c'est rendez-vous devant l'infirmerie, là, dans un quart d'heure [...].

(Assemblée de Nuit debout, Place de la République à Paris, le 2 avril 2016 – 33 mars dans le calendrier du mouvement)

Ce participant de l'assemblée, en mettant en fonctionnement le schéma [NEG la Nuit des débats nous prend en compte → foutre la merde dans cette réunion], ne met pas seulement à disposition la possibilité d'un certain type de discours dans l'assemblée, mais il ouvre, en plus, la possibilité effective d'interrompre « la Nuit des débats » organisée par la maire de Paris, Anne Hidalgo.

Souvent, un programme n'ouvre pas la possibilité d'une action particulière, mais d'un type de pratique. Dans le conflit français autour du retour du loup, le programme dont le noyau sémantique est le schéma [le territoire du loup s'étend → NEG il est possible de continuer à élever des animaux] s'oriente vers une ouverture de la possibilité de capturer et de tuer des loups sur le territoire français (l'expression « régulation de l'espèce » s'agence à ce type de pratiques). C'est aussi le cas du programme à partir duquel est produite l'intervention de la *Folha de São Paulo* que l'on a vue plus haut. Lorsque ce journal titre en première page « Contre l'épidémie, le Brésil doit s'arrêter, disent les spécialistes », il mobilise un schéma sémantique [épidémie → Brésil doit s'arrêter] qui peut être mis en fonctionnement par de nouveaux discours sémantiquement équivalents, et il s'oriente à renforcer la possibilité de mesures effectives de fermeture de commerces et de confinement de la population brésilienne.

Quand un discours surgit à partir d'un schéma sémantique donné, le discours met en fonctionnement le programme dont ce schéma est le noyau. Il affecte ainsi ce programme de certaines manières, que nous développerons dans un instant. Ces discours, en intervenant dans une assemblée ou dans un conflit social, mettent en fonctionnement des programmes déjà disponibles dans l'espace sémantique de la situation, ou installent des programmes qui n'avaient pas encore émergé dans cette situation spécifique. Dans l'espace sémantique du conflit actuel de l'usine de la

SAM, au moment où le Tribunal a décidé de l'expulsion des travailleurs qui occupaient l'usine, une représentante locale de la CGT met en fonctionnement, lors d'une manifestation de 2500 personnes, des programmes qui avaient déjà été installés, comme celui qui manifeste la volonté des travailleurs de lutter pour l'existence d'un pôle industriel dans la zone¹⁰. Faire cela, ce n'est pas simplement reproduire un sens, mais donner à ce programme un nouvel élan pour le maintenir actif.

Comme nous l'avons suggéré, les discours ne se limitent pas à mettre de nouveau en fonctionnement des programmes qui sont déjà présents dans l'espace sémantique. La possibilité d'ouvrir de nouvelles puissances d'agir existe. Parfois l'énoncés installent de nouveaux programmes de manière flagrante, et parfois avec un niveau de visibilité relativement faible. Dans l'assemblée interne du NPA, dans le contexte de la campagne électorale présidentielle, un militant propose :

Il peut y avoir aussi d'autres formes de campagne, il peut y avoir une forme de campagne militante pour l'abstention, ça peut s'envisager.

(Assemblée des comités « 92-Sud » du 16 mars 2016)

Cette proposition apparaît comme une alternative à la candidature d'un candidat NPA, pour que le parti puisse transmettre ses idées sur le fonctionnement de la V^e République, sans présenter de candidature officielle. Il introduit de ce fait un programme nouveau dans l'espace sémantique de l'assemblée, comme [le NPA fait campagne en faveur de l'abstention → le NPA montre son opposition à la politique actuelle], bien que par la suite, il ne soit pas mis en fonctionnement par d'autres discours et qu'il reste finalement, inactif. Dans d'autres situations, la mise en fonctionnement d'un programme nouveau est particulièrement perceptible. C'est par exemple le cas dans la situation de l'élection au Honduras en 2016, qui oppose Juan Orlando Hernández et Salvador Nasralla, lorsque tous deux se déclarent gagnants de l'élection : les deux candidats installent, en même temps, le programme [NEG résultats officiels → président du Honduras] (bien qu'ils le concrétisent de manières différentes, comme le montre l'article de Garaventa à ce propos, dans ce numéro), déclenchant ainsi l'ouverture d'une nouvelle phase dans ce conflit, avec une

¹⁰ « Personne ne nous détournera de notre objectif : voir sur ce territoire, sur ce site, un projet industriel pour lequel nous luttons depuis 134 jours », Centrepresse.fr, 6 avril 2022.

nouvelle configuration de l'espace sémantique. Ainsi, pour exister dans un espace sémantique concret, un programme doit être mis en production pour la première fois par un discours ; il doit être *installé*. Ce même programme peut de nouveau être mis en production, c'est-à-dire être actualisé dans de nouveaux discours, ou rester inactif (bien qu'on ne puisse jamais savoir pour combien de temps).

4. Opérations

Les énoncés, en mettant en fonctionnement les programmes, modifient leur force et le rôle qu'ils peuvent avoir dans la situation, grâce à des opérations déclenchées directement par certaines propriétés énonciatives du discours (Lescano, 2017). Il y aurait trois manières basiques par lesquelles un discours peut opérer sur des programmes.

4.1. Investissement

Le premier cas est celui des énoncés qui semblent véhiculer une réclamation, une pétition, une proposition, une revendication, une observation, un souhait, une demande ou une proposition, qui semblent défendre des valeurs, rétablir des réalités bafouées, qui exigent une réponse ou montrent une ligne à suivre. Selon nous, ces énoncés effectuent un type d'opération précise sur des programmes, qui consiste à déployer le potentiel sémantique du programme de manière à assurer sa mise en production. Nous disons dans ces cas que l'énoncé *investit* un programme. C'est le cas par exemple de cet énoncé, prononcé dans une assemblée de Nuit debout :

Il est temps de vivre ensemble, et pour vivre ensemble, il faut agir ensemble.

(Assemblée de Nuit debout, Place de la République à Paris le 2 avril 2016 – 33 mars dans le calendrier du mouvement)

Dans ce cas, l'énoncé *investit* un programme selon lequel il est nécessaire d'unir nos actions pour aspirer à vivre ensemble (c'est-à-dire, le programme dont le noyau sémantique est [agir ensemble → vivre ensemble], parce que ce fragment pourrait être paraphrasé par *pour moi, agir ensemble favorise le vivre ensemble* – désormais on nommera souvent les programmes au

moyen du schéma sémantique qu'ils contiennent). Les programmes « investis » sont présentés comme susceptibles d'être défendus ou attaqués par d'autres discours. Les discours qui « investissent » un programme se présentent comme controversés. De ce fait, investir un programme est une opération qui cherche à rendre productif le programme, bien que cette opération le montre comme sujet à polémique.

4.2. *Naturalisation*

Il existe un autre type d'opération qui a pour effet de chercher à rendre productif un programme. Mais contrairement à l'investissement, qui donne au programme un statut polémique, ce deuxième type d'opérations essaie de soustraire au programme son caractère controversé. Dans ce cas, le discours produit l'impression d'être le dépositaire d'un fait de la réalité, complètement dépourvu de polémique ou de partialité : on dit que ces énoncés *naturalisent* un programme. Si l'on reprend l'exemple présenté plus haut à propos du retour du loup en France, dans lequel il est dit « face à l'expansion continue du territoire du loup [...] profitons du Salon International de l'Agriculture pour exprimer notre impossibilité de continuer à élever des animaux [...] », on voit que l'expansion du loup est présentée comme un fait du monde sans aucune dimension problématique ou polémique. Dans ce cas, on peut alors dire que l'énoncé naturalise le programme [le territoire du loup s'étend → NEG il est possible de continuer à élever des animaux]. L'intervention suivante, qui provient d'une assemblée de Marinaleda, naturalise aussi un programme :

Después de la historia de lucha de Marinaleda, de lucha de la izquierda revolucionaria frente a la política neoliberal que representa el PSOE [...] yo creo que tenemos que estar firme y claro.

Après la lutte historique de Marinaleda, après la lutte de la gauche révolutionnaire face à la politique néolibérale que représente le PSOE¹¹ [...] je crois qu'on doit être fermes et clairs.

(Marinaleda, Assemblée générale du 7 mai 2015 au Syndicat)

Marinaleda se présente dans cet énoncé comme l'un des acteurs de ce qui peut s'appeler la gauche révolutionnaire, avec sa lutte historique contre le néolibéralisme. Cette histoire est montrée, dans la construction de l'énoncé, comme un fait historique connu et accepté. On sait alors que cet énoncé

¹¹ Partido Socialista Obrero Español (Parti Socialiste Ouvrier Espagnol).

naturalise au moins un programme : en tant qu'acteur de la gauche révolutionnaire, Marinaleda s'oppose aux politiques néolibérales et, de ce fait, au PSOE. Par conséquent, est naturalisé, entre autres, le programme : [appartenir à la gauche révolutionnaire → s'opposer aux politiques néolibérales].

Ce type d'affirmations se présentent comme indépendantes de toute prise de position, ou comme des « faits » historiques ou scientifiques. Elles contiennent une annulation de la fonction de sujet parlant, voire une tentative discursive d'effacement de toute subjectivité et, par conséquent, de toute polémique. L'opération de naturalisation se trouve ainsi au croisement des questionnements autour de la construction énonciative de l'objectivité, traitée par Benveniste (1966) au moyen du concept d'« histoire » ; par Berrendonner (1981) et sa notion de « fantôme de la vérité » ; par Carel (2013) et son « mode du trouvé ». Seulement, ici, ces propriétés de l'énoncé n'apparaissent pas sous l'angle des subjectivités énonciatives, mais en tant que moyens discursifs pour la production d'effets sur des entités situées dans un espace extérieur aux énoncés eux-mêmes.

4.3. *Combat*

Naturellement, les énoncés peuvent aussi agir pour contrecarrer la puissance sémantique d'un programme, en tentant de diminuer sa productivité, en se montrant contre une proposition, une décision, se montrant en désaccord avec une ligne politique, avec une constatation. On dit que ces énoncés « combattent » un programme. Dans le cadre du conflit chilien que nous avons déjà évoqué, après les premières manifestations, qui se proclament comme étant spontanées, la ministre de l'éducation déclare :

Cuando hay una violencia de este nivel de organización [...] es evidente que no hay improvisación, aquí hay financiamiento detrás de estas acciones violentistas.

Quand il y a une violence avec un tel degré d'organisation [...] il est évident qu'il n'y a pas d'improvisation, il y a ici un financement derrière ces actions violentes.

(M. Cubillos, Ministre de l'Éducation, citée dans *El Mercurio*, le 16 octobre 2019)

Cette intervention combat le programme [NEG les organisations politiques ont été convoquées → les gens manifestent leur indignation], rejetant ainsi tout type de discours selon lesquels ces manifestations ont été improvisées.

En somme, l'investissement, la naturalisation et le combat désignent des formes d'actions discursives sur des programmes pour les rendre plus ou moins productifs dans une situation donnée.

5. Modes d'intervention

Les opérations que nous venons d'observer révèlent que chaque énoncé qui émerge dans une situation met en fonctionnement un programme d'*une manière particulière* ; produire un discours à partir d'un programme affecte ce programme par une opération. Or la disponibilité de ce type d'action spécifique (qui consiste à effectuer une opération sur un programme) est variable. Dans de nombreuses situations, dans de nombreux conflits, une seule manière de mettre en fonctionnement un programme est disponible. Par exemple, dans une assemblée du NPA, on trouve l'énoncé suivant :

Toute la difficulté, elle est là, arriver à reconstruire une représentation politique des opprimés et des pauvres, des exploités, en partant de rien.

(Réunion des comités « 92-Sud », 14 février 2016)

Dans cet énoncé, la défense des opprimés est évidente, les programmes comme [opprimés → les défendre] et [pauvres → les aider] sont naturalisés. Dans les assemblées internes du NPA, il est possible et courant de produire des énoncés dans lesquels la défense des opprimés est une nécessité indiscutable. Ces programmes peuvent aussi être investis. Mais dans ces assemblées, ces programmes ne sont jamais combattus. Par exemple, un énoncé comme *les pauvres profitent des aides sociales, on doit donc les diminuer* ne s'entend jamais dans ce cadre. Nous expliquons ce phénomène par le fait que, souvent, si l'on considère une phase de l'évolution d'un espace sémantique donné, toutes les opérations qui peuvent être effectuées, en principe, sur un programme, ne constituent pas de réelles possibilités. Certaines seulement se sont constituées comme des puissances discursives avec une certaine existence dans l'espace sémantique. Dans les

espaces sémantiques des assemblées du NPA, le combat de [opprimés → les défendre] n'existe pas. Lors de la description des configurations qui prennent forme dans les espaces sémantiques de conflits sociaux et d'assemblées, il est souvent nécessaire de prendre en compte ces puissances discursives qui consistent à mettre en production un programme en l'affectant d'une manière précise. Pour les identifier, nous les appelons des *modes d'intervention*. Un mode d'intervention est une puissance discursive dont la mise en production investit, naturalise ou combat un programme. Par exemple, il est possible de dire que dans l'espace sémantique du NPA, il existe un mode d'intervention qui consiste à naturaliser le programme [opprimés → les défendre], que nous notons conventionnellement < naturaliser [opprimés → les défendre] >.

6. Productivité

Nous avons dit précédemment que, dans une situation conflictuelle donnée, il s'agit de rendre possible ou de renforcer la possibilité de certains discours au détriment d'autres et, inversement, de rendre impossibles certaines actions ou d'affaiblir leur possibilité au bénéfice d'autres. Il peut ainsi arriver que, au cours d'une même assemblée ou au cours d'un conflit social, certains types d'opérations se réalisent de nombreuses fois sur un même programme spécifique, ouvrant ou renforçant de la même manière une possibilité d'agir, mettant ainsi en fonctionnement le même mode d'intervention. Les modes d'intervention peuvent exister, comme les programmes, en étant plus ou moins mobilisables. Le niveau de *productivité* et le degré de *stabilisation* des entités sémantiques ont un rôle structurant vis-à-vis de l'évolution des espaces sémantiques des situations politiques.

Abordons d'abord la productivité des entités sémantiques. Dans un conflit ou dans une assemblée donné, un programme peut être plus ou moins productif, et ce niveau de productivité peut varier au cours de la situation (Lescano 2017). Cela signifie qu'un programme peut produire un plus grand nombre de discours que d'autres dans une certaine phase de l'évolution d'un conflit social prolongé ou d'une assemblée. Nous avons vu que lorsque l'un des participants de l'assemblée du NPA introduit le programme qui ouvre la possibilité d'une campagne en faveur de l'abstention, aucun autre discours ne met de nouveau en production ce programme : il a eu une productivité nulle. Mais certains programmes peuvent devenir de véritables foyers de productivité. Pendant la

révolte chilienne, l'opposition parvient à changer le cours du conflit, par le travail qu'elle effectue sur la productivité des programmes qui dénoncent la responsabilité du gouvernement dans la hausse du prix des transports, et en reléguant en arrière-plan les raisons économiques de la hausse des prix.

Comme nous l'avons vu dans l'exemple du NPA cité plus haut, un programme peut être très productif en tant que programme investi ou naturalisé et improductif en tant que programme combattu. Dans d'autres situations, un même discours peut être très productif si l'on observe seulement la quantité de discours qui le mettent en production ; en regardant les opérations qu'effectuent les discours sur ce programme, on se rend alors compte qu'il s'agit d'une productivité conflictuelle, car le programme est parfois combattu et parfois investi. Ce programme devient alors très productif, mais il a un degré de stabilisation très faible. C'est ce que nous allons voir à présent.

7. (Dé)stabilisation

Les discours qui sont produits à partir d'un programme peuvent être reçus comme plus ou moins évidents, plus ou moins polémiques, plus ou moins audibles. Nous pensons que ces qualités que nous observons dans les discours sont la conséquence du degré de stabilisation des entités sémantiques au moment où elles ont été mises en fonctionnement par les discours (Camus, 2020, 2022). Tout discours qui intervient dans une situation politique porte une tentative de stabilisation de certains programmes et de déstabilisation d'autres programmes ; c'est pourquoi nous considérons que la (dé)stabilisation est un principe régulateur du fonctionnement de la dimension sémantique des situations politiques. C'est l'un des facteurs de l'évolution, au cours d'une situation conflictuelle, de la possibilité qu'une action (discursive ou non) surgisse à partir d'une entité sémantique.

Il est souvent difficile de percevoir à quel moment de l'évolution d'une situation un programme acquiert un haut degré de stabilisation, mais il est parfois possible d'en identifier le moment exact. Le vote est par exemple un dispositif dont la fonction est précisément de tenter de supprimer définitivement la polémique des discours qui se produisent à partir d'un programme donné. Dans une assemblée, le vote officialise la stabilisation de certains programmes au détriment d'autres

programmes (Camus, op. cit.). Il rend officiel l'acceptabilité des discours qui mettent en fonctionnement le programme que le vote valide, comme l'inacceptabilité des discours qui proviennent des programmes rejetés par ce vote. Dans une assemblée de Nuit debout, dans laquelle venait d'être votée la décision de continuer à déclarer l'occupation de la place de la République à la préfecture de Paris, une participante de l'assemblée prend la parole pour dénoncer le caractère problématique de ce type de vote :

Et tout à l'heure je vois des gens, ils sont une cinquantaine à dire « et ben si on est 20, qu'on décide que »... gna gna gna. « Est-ce qu'on passe, est-ce qu'on passe pas ? » et on lève les mains en l'air. [...] Je suis là pour échanger avec vous. [...] Au lieu de décider déjà : « est-ce qu'on fait, est-ce qu'on fait pas ? »

(Assemblée de Nuit debout, Place de la République à Paris, le 2 avril 2016 – 33 mars dans le calendrier du mouvement)

Cette intervention ne parvient à déstabiliser aucun des programmes qui avaient été stabilisés par le vote, malgré la dénonciation de ce procédé comme illégitime et inutile dans un tel contexte.

Ce qui paraît assez clair par rapport au dispositif de vote peut avoir lieu aussi dans d'autres situations politiques, généralement de manière plus diffuse. Par exemple, depuis le début du conflit autour de la présence du loup, le récit habituel du retour de l'animal en France repose sur un retour spontané de l'espèce (après son extermination dans les années 30) depuis l'Italie, en passant par les Alpes, grâce à la proximité des deux territoires. Pendant de nombreuses années, ce récit est le seul que l'on entend. Autrement dit, le programme selon lequel la proximité géographique des populations de loups italiens a permis le retour de cette espèce sur le territoire français est très stabilisé. Mais peu à peu, on commence à entendre un récit différent, qui repose sur la réintroduction artificielle du loup par des militants écologistes. Toutefois, l'émergence de ce nouveau programme ne déstabilise pas le premier, qui continue d'être présenté, dans les discours de la presse, des associations écologistes, de l'État, et même de la majorité des syndicats d'éleveurs de brebis, comme une évidence absolue. Pourtant, en 2014, Christian Estrosi, responsable de la commission parlementaire chargée de la question du loup, profite d'une occasion médiatique pour dénoncer la complicité de l'État dans la dissimulation de la « réintroduction artificielle » du loup. Nous pensons qu'il est possible de faire l'hypothèse que cette intervention parvient à déstabiliser le programme à l'origine du récit initial, parce qu'à partir de ce moment-là, lorsque ce programme est mis en fonctionnement, le discours est souvent accompagné de commentaires du type « bien

que certains soutiennent que le loup ait été réintroduit artificiellement... ». Les discours qui mettent en production le programme du « retour naturel du loup depuis l'Italie » ne semblent plus si évidents qu'avant les déclarations d'Estrosi.

La centralité de la (dé)stabilisation dans l'évolution des conflits est particulièrement flagrante dans le cas de la révolte chilienne. Avec la multiplication de discours et de manifestations, on assiste, au début, à un renforcement de la conflictualité autour de la possibilité d'augmenter le prix des transports. Les programmes qui s'opposaient à toute hausse de prix ont tant gagné en stabilisation que certains discours deviennent beaucoup plus naturels qu'avant le conflit. G. Boric, devenu depuis le nouveau président, a proposé la gratuité des transports publics :

[...] Avanzar hacia un esquema de gratuidad o tarifa cero en el transporte urbano (buses) en todo el país y fomentar su uso por sobre otros medios motorizados como autos particulares.

[...] *Tendre vers un schéma de gratuité ou un tarif zéro des transports publics (bus) dans tout le pays et favoriser son usage face à d'autres moyens de transports motorisés comme les véhicules particuliers.*

(Boric, G « Évasions massives : les appels du Chili. Nous entrons au gouvernement pour ne pas éviter les réclamations de fond portée par les protestations ». *El Mostrador*, 18/10/2019)

Ce discours, qui aurait antérieurement reçu très peu d'écho, est devenu à ce moment-là une proposition « raisonnable », qui peut être « étudiée » ; le degré de stabilisation du programme de la gratuité des transports publics a donc augmenté.

On déduit de ce qui précède que le degré de stabilisation d'un programme n'est pas observable dans un énoncé. Il n'y a rien, dans un discours particulier, qui informe sur le degré de stabilisation d'un programme naturalisé, investi ou combattu dans un espace sémantique. Les opérations discursives, comme la naturalisation d'un programme, par exemple, sont des constructions de l'énoncé. En observant l'énoncé, il est possible de savoir si le programme est investi, naturalisé ou combattu. Par exemple, si un énoncé contient une présupposition, un élément sémantique est présenté comme « évident », nous savons donc que l'énoncé naturalise un programme. Si un énoncé dit *nous sommes favorables à...*, un programme sera investi, et si, dans un énoncé, quelqu'un se déclare contre certaines propositions, on pourra certainement observer le combat d'un programme. Au contraire, dans la formulation d'un énoncé, rien ne montre le degré de stabilisation

des programmes qu'il met en production ; le degré de stabilisation d'un programme à un moment donné dépend du travail direct et indirect effectué par des actions discursives et non discursives au cours de l'évolution du conflit.

Le degré de stabilisation d'un programme dans un conflit peut seulement être « observé » indirectement, en considérant l'ensemble des énoncés produits pendant la période de l'évolution du conflit. On peut dire qu'un programme a acquis un haut degré de stabilisation pendant une phase considérée du conflit ou de l'assemblée si, pendant cette phase, le programme n'apparaît pas comme problématique, s'il est soustrait du débat, s'il apparaît comme évident dans les discours qui le mettent en production pendant cette phase. Les programmes qui ont un faible degré de stabilisation seront ceux qui durant cette phase font l'objet du débat, suscitant, par exemple, des opérations contradictoires.

8. Tension

Si on accepte que les entités de sens que les énoncés exploitent sont des puissances d'agir, on doit aussi accepter que ces possibilités se déploient au détriment d'autres entités, qu'augmenter la capacité d'agir d'un programme, c'est diminuer la capacité d'agir d'autres programmes. Le principe général de l'inter-affectation, au moyen duquel Spinoza structure la dynamique des puissances d'agir en général, apparaît d'une manière spécifique dans les espaces sémantiques. Revenons au cas de l'assemblée du NPA : mettre en production le programme selon lequel le parti pourrait faire campagne pour l'abstention aux élections présidentielles de 2017, c'est augmenter le niveau de stabilisation de ce programme et diminuer celui du programme selon lequel le parti doit présenter un candidat aux élections, contrôlé par un comité réunissant toutes les tendances du parti. Dans cet espace sémantique, stabiliser l'un d'eux, c'est déstabiliser l'autre. Dans ces cas, nous disons que les programmes sont en *tension* (Camus, 2020 ; Lescano, 2015 ; 2021). La tension ne dérive pas simplement d'une incompatibilité sémantique entre énoncés, mais d'une relation configurée dans l'espace sémantique. Considérons de nouveau le conflit autour du retour du loup en France : dans cet espace sémantique, il existe un programme très productif selon lequel l'élevage des brebis en haute montagne favorise le maintien de « beaux paysages » montagneux du Sud-Est de la France. Certaines raisons nous font penser que ce programme est en tension avec le

programme qui fait du loup une espèce en voie d'extinction, qu'il est nécessaire de protéger. La stabilisation du premier produira la déstabilisation du second, alors qu'on ne peut pas dire qu'il y ait une incompatibilité sémantique entre les énoncés suivants :

Nos paysages emblématiques de montagnes, collines, bocages et marais sont constitués d'une mosaïque de milieux façonnés au fil des siècles par les pratiques paysannes.

(« Loups: plaidoyer pour des écosystèmes non désertés par les bergers », *Libération*, 12/10/2014)

L'Etat doit garder la maîtrise des dérogations au statut protégé du loup, espèce classée « vulnérable » (confrontée à un risque élevé d'extinction à l'état sauvage) sur la Liste rouge des espèces menacées en France (MNHN, UICN).

(« Ferus exhorte Ségolène Royal à abroger l'arrêté autorisant la chasse au loup », *ferus.fr*, 17 septembre 2014)

La tension donne un exemple clair des effets indirects que produisent les discours qui surgissent dans un conflit ou une assemblée, effets qui sont conditionnés par la configuration que l'espace sémantique a acquis au moment de l'intervention particulière. Il est important de mettre en évidence ces effets indirects, faute de quoi on pourrait supposer que les énoncés montrent de manière transparente les programmes qu'ils mettent en production et tous les programmes sur lesquels ils déclenchent des effets. Les énoncés (ou plus précisément les phrases que les énoncés concrétisent) contiennent des instructions sémantiques à partir desquelles un schéma sémantique est mis en production. Mais observer la composition linguistique d'un énoncé ne suffit pas pour pouvoir déterminer l'ensemble des programmes mis en production ni la totalité des programmes qui sont affectés par l'énoncé. Il est nécessaire d'avoir connaissance de l'espace sémantique de la situation dans laquelle ce discours a surgi, au moment où il a surgi. La forme de l'énoncé ne permet donc pas de découvrir les effets déclenchés dans l'espace sémantique relatif à la situation dans laquelle il surgit. Par conséquent, il y a une difficulté intrinsèque aux analyses effectués dans notre approche : il n'est jamais suffisant d'observer un énoncé, un texte, pour identifier les éléments sémantiques mis en fonctionnement ou affectés. Il est nécessaire de considérer toute l'évolution précédente et suivante de l'espace sémantique – ou de manière plus méthodologiquement réaliste, tout ce qui peut nous paraître déterminant dans ce qui a eu lieu avant et après, dans le conflit. Prenons par exemple, l'énoncé suivant :

Aquí no hay más tren del que pita, el Partido Nacional ganó contundentemente la elección.

La vérité saute aux yeux, le Parti National a clairement gagné l'élection.

(Discours de Juan Orlando Hernández, le 27 novembre 2017)

Sans disposer d'une connaissance de l'espace sémantique de la situation dans laquelle il surgit, nous pourrions seulement dire qu'il s'agit de la revendication de la victoire électorale du Parti National – si nous avons accès au « contexte », nous saurions aussi qu'il a été prononcé par Juan Orlando Hernández, pendant les élections générales du Honduras de 2016. On pourrait alors établir que cet énoncé met en fonctionnement un programme comme [le Parti National a gagné → le représentant du Parti National est élu], en l'investissant. Mais le programme met-il en fonctionnement un programme déjà disponible ou installe-t-il un programme qui n'avait jusqu'alors aucune existence dans l'espace sémantique ? Ce programme existe-t-il déjà dans un autre espace sémantique ? Quel degré de stabilisation a-t-il ? À quelles pratiques ou actions non strictement linguistiques s'oriente sa stabilisation ? Quelle productivité a-t-il acquis dans le processus électif ? Quels sont les programmes affectés indirectement par l'apparition de cet énoncé ?... Ces questions montrent quelques-unes des difficultés de l'analyse (ou, soyons honnête, l'analyste), imposées par l'objectif de ce programme de recherche, qui se propose d'observer les transformations sémantiques produites dans un espace collectif, plutôt que le sens ou la fonction des matérialités ou des pratiques linguistiques.

Conclusion

Ce qui est ici exposé de manière quasi encyclopédique est en réalité le résultat fragmentaire, instable et ouvert de la mise en dialogue d'apports de différents domaines, dans leur confrontation à des cas empiriques en constante évolution, provenant, pour le moment, d'Amérique Latine et du continent européen. Dans cette présentation sommaire et nécessairement incomplète, nous avons simplement cherché à exposer les concepts de manière méthodique pour une meilleure compréhension des différentes contributions à ce numéro. Pour donner ici toute la place nécessaire à la présentation des concepts qui sont appliqués dans les articles de ce volume, il a fallu laisser beaucoup d'éléments de côté. L'une des absences les plus notables est la réflexion épistémologique

qui précède et accompagne le développement de ces concepts, à peine évoquée par le biais de références à quelques auteurs ; pour approfondir cet aspect, on pourra consulter les travaux des membres du collectif.

Indiquons que l'une des raisons d'exister de cette approche est de s'opposer à l'idée que la discussion politique est une affaire de consensus ou de dissensus. Parler, en politique, ce n'est pas seulement effectuer un certain travail (de reproduction ou de transformation) sur des mots, des idées ou des conceptions du monde, des entités ou des relations symboliques ; ce n'est pas non plus influencer directement (ou être influencé par) un individu ou un groupe ; c'est aussi – et nous pensons que c'est surtout – travailler sur une situation dans laquelle le sémantique n'est envisageable qu'en tant que puissance d'agir : l'abstrait est, en même temps, matériel. Nous pensons que les transformations sémantiques qui sont en jeu dans les situations politiques que nous étudions sont des transformations des modes de vie des groupes sociaux, non pas parce que les conceptions du monde de ces groupes sont altérées, mais parce les pratiques, les actions qu'ils réalisent ou qu'ils peuvent réaliser, sont modifiées. Ce qu'il s'agit d'expliquer, à partir de l'étude en détail d'assemblées et de conflits sociaux différents, c'est la force conditionnante de ce qui existe et la capacité transformatrice (nulle, limitée, illusoire, énorme) des différentes interventions, les principes qui régulent l'impact effectif d'un discours ou d'une action, notre capacité à transformer le possible d'aujourd'hui en impossible de demain, l'impossible d'hier en possible d'aujourd'hui.

Références bibliographiques

- ALTHUSSER, L. 1970. « Idéologies et appareils idéologiques d'État. Notes pour une recherche ». *La Pensée*, n°151, p. 3-38.
- ANSCOMBRE, J.C. 2001. « Le rôle du lexique dans la théorie des stéréotypes ». *Langages*, n°142, p. 55-76.
- AUSTIN, J-L. [1962] 1970. *Quand dire c'est faire*, Paris : Le Seuil.
- BENVENISTE, E. 1966. « Les relations de temps dans le verbe français », *Problèmes de linguistique générale*, Gallimard, p. 237-250.
- BERRENDONNER, A. 1981. *Éléments de pragmatique linguistique*. Paris : Minuit.
- CAMUS, Z. 2020, *Pour une description sémantique des assemblées citoyennes politiques. Le cas de Marinaleda, du NPA et de Nuit debout*. Thèse de doctorat, EHESS, Paris.
- CAMUS, Z. 2022, “¿Qué tiene que ver una cosa con otra? Descripción de bloqueos en asambleas”, *Refracción*, n°5, p. 88-108.
- CAMUS, Z. & LESCANO, A. 2021. « Sémantique argumentative et conflictualité politique : le concept de *programme* », dans L. Behe, M. Carel, C. Denuc, J. C. Machado (éds.), *Cours de Sémantique Argumentative*, Pedro e João editores, p. 401-414.
- CAREL, M. 2011. *L'entrelacement argumentatif. Lexique, discours et blocs sémantiques*. Paris : H. Champion.
- CAREL, M. 2013. « Enonciation et attribution de point de vue. Contre la théorie des énonciateurs-sources ». Dans Pirazzini et Schieman (éds.) *Dialogizität in der Argumentation*, Peter Lang éditions, p. 53-67.
- DUCROT, O. 1984. *Le dire et le dit*, Paris : Minuit.
- FAIRCLOUGH, N. 1992. *Discourse and Social Change*. Cambridge: Polity Press.
- FREGE, G. 1971 [1892]. « Sens et dénotation ». In C. Imbert (Ed.), *Écrits logiques et philisophiques*, p. 102–126. Paris : Seuil.
- GREIMAS, A. J. 1966. *Sémantique structurale*. Paris : PUF.
- GRICE, P. 1979, « Logique et conversation », *Communications*, vol. 30, n°1, p. 57-72.
- LESCANO, A. 2015. “El signo de polémica. Elementos de la polémica argentina en torno a Alberto Nisman”, *Tópicos del seminario*, n°35, p.173-215.
- LESCANO, A. 2017. « Prendre position. Une approche sémantique des conflits publics », *Conexão Letras*, vol.12, n°18, p. 73-94.

- LESCANO, A. 2021. *Prolégomènes à une sémantique des conflits sociaux*, Université Paris-Sorbonne.
- MAGALHÃES PEREIRA DA SILVA, A. 2022. “La gripezinha de Bolsonaro. Aspectos semánticos de la posición anti-confinamiento en los discursos del presidente de Brasil del 24 y del 31 de marzo de 2020”. En Z. Camus (ed.) *Discurso, lenguaje y sociedad: la dimensión social del discurso y su carácter pragmático*, Colección Lingüística de la Editorial de la Universidad de Sevilla, en prensa.
- MAINGUENEAU, D. 1983. *Sémantique de la polémique*. Lausanne : L’Âge d’homme.
- MORRIS, C. W. 1938. "Foundations of the Theory of Signs.", *International encyclopedia of unified science*. Chicago University Press, p. 1-59.
- NUIT DEBOUT, 2016. *Les textes*, choisis et présentés par Patrick Farbiaz, Paris : Les petits matins, p. 60.
- PÊCHEUX, M. 1975. *Les vérités de la Palice*, Paris : Maspero.
- ROSCH, E. 1973. “Natural Catégories”, in *Cognitive Psychology*, n°7, p. 573-605.
- SPINOZA, B. [1677] 2010. *Éthique*. Traduction de B. Pautrat, Paris : Seuil.
- SPINOZA, B. [1677] 2002. *Traité politique*. Traduction par E. Seisset, revue par L. Bove. Paris : Les livres de poche.
- VAN DIJK, T. 2011. *Sociedad y discurso*, Madrid: Gedisa.